

FABIEN ESCALONA

Chercheur à Sciences Po Grenoble, collaborateur scientifique au Cevipol (ULB).

LES ALTERNATIVES DE GAUCHE À LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Dans plusieurs pays de la zone euro, des partis anti-austérité se sont révélés ou ambitionnent d'être des alternatives aux « vieux » partis sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes¹. Des interprétations rapides ont pu être faites de cette situation, qui tantôt exagèrent la dangerosité et l'inéluctabilité de la menace pour les partis établis, tantôt refusent de voir la part d'inédit de ces nouvelles forces d'opposition.

Pour apprécier les spécificités de la conjoncture actuelle, il faut reconnaître que la social-démocratie a déjà été confrontée et a déjà triomphé de concurrences à sa gauche, sans pour autant oublier que « l'histoire ne repasse pas les plats ». De fait, les protagonistes et leur environnement ne sont pas les mêmes. D'une part, les partis sociaux-démocrates ont changé au fil de leur trajectoire séculaire, de même que la gauche radicale

actuellement émergente n'est plus l'ancienne famille communiste, durablement effondrée. D'autre part, nous vivons les soubresauts d'une crise structurelle du capitalisme et de la zone euro, qui durcit, en retour, la dimension coercitive de l'action des gouvernants pour « contenir » les demandes et attentes des gouvernés². Il en résulte un univers stratégique qui n'est pas foncièrement hostile à la social-démocratie, mais incertain et risqué.

1. Dans le reste du texte, le terme « social-démocratie » désigne tous les partis appartenant à ces différentes variantes d'une même famille politique, née à la fin du XIX^e siècle, comme expression du clivage de classe.

2. Sur le premier point, je renvoie aux notes rédigées avec Mathieu Vieira pour la Fondation Jean Jaurès : « La social-démocratie des années 2000 » (janvier 2014), « La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille » (novembre 2013). Sur le second, voir mon article « Décortiquer la crise démocratique », *Mediapart.fr*, 29 mai 2015.



LES ALTERNATIVES « HISTORIQUES » DE GAUCHE À LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Lors de leur irruption dans le paysage politique, les sociaux-démocrates n'avaient guère de concurrents à leur gauche. Les autres options stratégiques du mouvement ouvrier, qu'il s'agisse des courants anarchistes ou de syndicats jaloux de leur autonomie, ne pouvaient, par définition, pas déboucher sur une compétition dans l'arène électorale. La question qui se posait davantage était celle des rapports

Lors de leur irruption dans le paysage politique, les sociaux-démocrates n'avaient guère de concurrents à leur gauche. Les autres options stratégiques du mouvement ouvrier, qu'il s'agisse des courants anarchistes ou de syndicats jaloux de leur autonomie, ne pouvaient, par définition, pas déboucher sur une compétition dans l'arène électorale.

avec les libéraux, qui pouvaient se révéler des alliés précieux dans la lutte pour la démocratisation ou la laïcisation des régimes politiques. Dans les pays où la collaboration s'avéra minime ou impossible,

les mouvements socialistes s'organisèrent davantage en « contre-société ». De façon générale, les sociaux-démocrates, lors de leur phase de « constitution », apparaissaient comme la pointe avancée d'un « sinistrisme » politique, mouvement par lequel d'anciennes gauches se voient remplacées - et repoussées vers la droite - par des partis plus radicaux, relevant le flambeau d'une marche pour l'émancipation considérée comme interrompue. Bien des théoriciens du socialisme l'ont d'ailleurs pensé comme la suite logique des luttes démocratiques pour donner corps à la promesse moderne d'égalité et de liberté. Le dirigeant antifasciste, Carlo Rosselli, voyait le socialisme prolétarien comme l'agent d'une extension réelle et universelle du principe de liberté, forgé depuis les temps de la Réforme et des Lumières. Jean Jaurès estimait que si la Révolution de 1789 avait fait du Français un citoyen dans la cité, elle l'avait laissé serf dans l'entreprise. En France, les socialistes faisaient justement figure d'extrême-gauche du camp républicain, leur collectivisme ayant pour fonction de faire aboutir, concrètement, et dans toutes les sphères de la vie sociale les idéaux d'unité, d'égalité et d'autogouvernement du peuple.

La première véritable concurrence à la gauche de la social-démocratie européenne fut celle du communisme. La Première Guerre mondiale et les « unions sacrées » auxquelles consentirent les principaux dirigeants socialistes provoquèrent des dissidences, dont la plupart se convertirent aux conditions imposées par les bolcheviks russes pour fonder une III^e Internationale. L'historien, Romain Ducoulombier, souligne bien que la généalogie que ces derniers s'in-

la fin du XIX^e siècle³. Pour eux, les « trahisons » de la social-démocratie invalidaient l'hypothèse selon laquelle les travailleurs organisés pouvaient être révolutionnaires sans faire la révolution, en accumulant puissance et réformes, dans le respect des institutions démocratiques libérales. Plus que l'idéal défendu par les partis communistes occidentaux, c'est leur inféodation à Moscou et leur rapport, pour le moins contrarié au pluralisme, qui allaient nourrir une division profonde avec les sociaux-démocrates.

Les partis communistes se sont particulièrement développés dans les Etats dont les campagnes avaient connu une forte polarisation de classe, et dont l'industrialisation avait été tardive ; et là où le mouvement socialiste s'était révélé peu inclusif du monde ouvrier.

ventèrent ne doit pas faire illusion : loin de raviver un communisme utopique, leurs idées constituaient bien une version singulière autant qu'une promesse de « régénération » du socialisme de

Si l'ascension du communisme est indissociable du cataclysme de 1914, des facteurs de long terme expliquent ses performances différenciées, selon les pays. Les partis communistes (PC) se sont ainsi particulièrement développés dans les Etats dont les campagnes avaient connu une forte polarisation de classe, et dont l'industrialisation avait été tardive ; et là où le mouvement socialiste s'était révélé peu inclusif du monde ouvrier - par défaut de pénétration dans ses secteurs les plus modernes et par absence d'un lien organique entre parti et

3. Romain Ducoulombier, *Histoire du communisme*, Paris, PUF, 2014 ; Novembre 1918. *Le socialisme à la croisée des chemins*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2008.



syndicats⁴. Ces conditions favorables ont notamment été réunies en France et dans des pays d'Europe du Sud, où les PC sont même parvenus à dépasser électoralement les socialistes, tirant aussi les béné-

Les partis Verts émergent au tournant des années 1970/80 comme une nouvelle concurrence pour la social-démocratie, dans une nouvelle scansion du « sinistrisme ».

fices de leur rôle dans la lutte antifasciste. La rigidité organisationnelle et idéologique des PC les a néanmoins bloqués dans leur adaptation pourtant indispensable aux évolutions sociologiques des Trente glorieuses et à l'image dégradée de l'URSS, dont le prestige d'après-guerre ne pouvait plus masquer son étouffement bureaucratique et militaire des droits fondamentaux. Le mouvement « euro-communiste », qui visait précisément à affirmer l'autonomie d'un socialisme démocratique à l'Ouest, a fait long feu. Son legs culturel et doctrinal est néanmoins

important pour comprendre les inspirations et contradictions de la gauche radicale contemporaine⁵.

Quoique les inspirations philosophiques de l'écologie soient diverses, et même si certaines formations prétendaient échapper à l'opposition droite/gauche, les partis Verts émergent au tournant des années 1970/80 comme une nouvelle concurrence pour la social-démocratie, dans une nouvelle scansion du « sinistrisme ». Même si des partis de socialistes dissidents ou de « nouvelle gauche » s'étaient créés entre-temps, depuis l'apparition de la famille communiste il n'y avait pas eu une telle vague de création quasiment simultanée de partis semblables⁶. Critiques de la société industrielle et d'un Etat bureaucratique oublieux de l'écosystème et de la libre expression des individualités, les Verts repensaient à nouveaux frais certains idéaux progressistes comme la démocratie - plus de participation citoyenne -, la justice sociale - prise en compte de nouvelles formes de risque et de domination - ou l'internationalisme -

4. Stefano Bartolini, *La mobilisation politique de la gauche européenne (1860-1980) : le clivage de classe*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2012.

5. Fabien Escalona, « Syriza, Podemos et l'héritage eurocommuniste », *Mediapart.fr*, 29 janvier 2015.

6. Daniele Caramani, « Electoral waves : an analysis of trends, spread, and swings of votes across 20 west European countries, 1970-2008 », *Representation*, vol. 47, n°2, 2011, pp. 137-160.

besoin de solidarités et régulations supranationales contre « l'universalisation marchande »⁷. Ils sont ainsi nés comme l'expression politique d'une urbanité alternative, tenant compte de la désindustrialisation et de la progression de valeurs culturellement libérales, au sein de nouvelles couches instruites et socialisées dans un univers de relative abondance matérielle. Ces caractéristiques expliquent l'implantation géographique inégale de l'écologie politique, dans la mesure où celle-ci est concentrée dans les pays d'Europe du Nord et du Centre les plus marqués par l'individualisation des valeurs. Au fur et à mesure que les Verts se sont insérés dans la vie politique et que les nouveaux mouvements sociaux ont perdu de leur vigueur, leurs traits les plus originaux n'ont pas totalement disparu, mais une mutation a bien eu lieu. Elle s'est traduite par la professionnalisation croissante des dirigeants et représentants de ces partis. Sur le plan électoral, on observe une relative stagnation ces dernières années, les écologistes ne parvenant qu'exceptionnellement à dépasser la barre des 10 % à des scrutins nationaux.

Dans plusieurs pays, ils ont intégré des systèmes d'alliances dominés, la plupart du temps, par les sociaux-démocrates. Bien que contestant à ces derniers des fractions des classes moyennes politisées à gauche, ils ne s'opposent pas à eux sur des enjeux rédhibitoires pour gouverner. De nombreux dirigeants Verts ont rejoint les élites sociale-démocrates dans leur acceptation des traités européens et leur évolution « pro-marché », en matière économique.

L'ÉMERGENCE CONTEMPORAINE D'UNE NOUVELLE ALTERNATIVE DE GAUCHE RADICALE

C'est à nouveau du côté de la gauche radicale qu'une nouvelle vague de concurrents est apparue ces dernières années. Pendant toute la décennie 1990, et jusqu'aux années 2000, cet espace politique s'était pourtant caractérisé par un déclin électoral et un grand désarroi stratégique. Cette période a correspondu à la désagrégation finale du communisme comme famille politique. Les PC qui l'ont traversée en ayant conservé leur orthodoxie doctrinale et une organisation très

7. Bruno Villalba, « Contributions écologistes à la réforme du projet social-démocrate européen », in Pascal Delwit (dir.), *Où va la social-démocratie européenne ?*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2004, pp. 87-103.



rigide sont rares : dans l'ex-UE à 15, c'est essentiellement le cas des partis portugais et grec. Beaucoup d'autres, parfois (trop) tardivement comme le PC français, ont entrepris une mutation pour s'ouvrir à des revendications démocratiques moins « ouvriéristes » et pour démocratiser (au moins formellement) leur vie intra-partisane. Leur trajectoire s'est ainsi rapprochée de celle de dissidents sociaux-démocrates - par exemple, Jean-Luc Mélenchon, en France, ou Oskar Lafontaine, en Allemagne -, et de partis fondés sur une double identité écologiste et socialiste - notamment, en Europe du Nord. La progressive structuration européenne de ces partis et coalitions de partis, en particulier dans le cadre du Parti de la Gauche Européenne (PGE), correspond à l'émergence d'une nouvelle famille de gauche radicale, dont les traits ne sont pas identiques à ceux de l'ancienne famille communiste.

Premièrement, leur dénonciation des effets immédiats du néolibéralisme débouche souvent sur une critique de l'incapacité du capitalisme à assurer une démocratie stable, la satisfaction des besoins humains fondamentaux et la préservation de l'écosystème. Les idéaux

collectivistes et la rhétorique téléologique ont toutefois laissé place aux revendications plus modestes de redistribution des richesses, de démocratie économique et de restauration de la souveraineté sur les

La plupart des partis de gauche radicale ne font pas (ou plus) du prolétariat industriel l'agent révolutionnaire par excellence, et ont conscience que leur électorat provient de couches sociales plus variées.

politiques budgétaire et monétaire. Leur orientation est, de ce point de vue, contradictoire avec les règles actuelles de l'UE, ce qui pose un problème stratégique redoutable, dans la mesure où la plupart de ces formations partagent aussi un alter-européisme rejetant toute sortie unilatérale de l'UE ou de l'eurozone. Après l'expérience grecque de 2015, certaines formations évoluent toutefois sur ce sujet. Deuxièmement, la plupart des partis de gauche radicale ne font pas (ou plus) du prolétariat industriel l'agent révolutionnaire par excellence, et ont conscience que leur électorat provient de couches sociales plus variées : milieux populaires politisés à gauche, mais aussi professions intermédiaires et

intellectuelles détenant un niveau élevé d'instruction, mais peu de patrimoine. Troisièmement, tous les membres de la nouvelle gauche radicale ne correspondent plus au modèle du « parti de masse » et ne prétendent pas au rôle d'« avant-garde » de la révolution. De taille modeste, ils cherchent en revanche à créer des liens avec les mouvements sociaux, tout en respectant leur autonomie. Un syncrétisme entre héritage socialiste et thématiques de type « nouvelle gauche » est ainsi à l'œuvre, dans le contexte d'un (re)surgissement des questions démocratique, sociale et écologique, à la faveur de la crise structurelle de 2008. Celle-ci accélère, en effet, la dynamique électorale retrouvée de la gauche radicale, qui a progressé *dans l'ensemble* de l'Europe, ces dernières années⁸. Ses plus grands succès se sont toutefois concentrés dans les pays dits « périphériques » de l'eurozone : en Grèce, bien sûr, où Syriza s'est substitué au PASOK comme parti hégémonique à gauche ; en Espagne, où les scores cumulés de Podemos et des écolo-communistes pourraient placer la gauche alternative à des niveaux histo-

riques, en décembre 2015 -, les municipales ayant déjà été l'occasion pour elle de conquérir Madrid et Barcelone ; au Portugal, où les 18,5 % du Bloc de gauche et du PCP ouvrent la possibilité d'une alternance autour des socialistes ; en Irlande, enfin, où les nationalistes de gauche du Sinn Fein doivent leurs niveaux inédits dans les sondages à leur posture anti-austérité.

Podemos assume l'abandon de symboles et de vocables typiques de la gauche, pour mieux articuler des intérêts et des revendications hétérogènes, dirigées contre un ennemi commun baptisé « la caste ».

Le cas de Podemos illustre le caractère novateur autant que les contradictions de cette nouvelle concurrence à la gauche de la social-démocratie. A l'instar de Syriza, le parti prétend réellement au pouvoir et cherche un difficile équilibre entre, d'un côté, l'indispensable politique conventionnelle, pour disposer des leviers concrets du pouvoir d'Etat ; et de

8. Luke March, « Beyond Syriza and Podemos, other radical left parties are threatening to break into the mainstream of European politics », *Blog EUROPP de la LSE*, 26 mars 2015.



l'autre côté l'autonomie et les pratiques moins institutionnalisées des mouvements sociaux, qui lui ont insufflé sa dynamique. Toujours comme Syriza, il a théorisé la position subalterne de l'Espagne dans une zone euro hiérarchisée, mais les leçons stratégiques qu'il en tire sont faibles et assez iréniques. Comme aucun autre parti, cette fois-ci, il assume l'abandon de symboles et de vocables typiques de la gauche, pour mieux articuler des intérêts et des revendications hétérogènes, dirigées contre un ennemi commun baptisé « la caste ». Ce faisant, Podemos radicalise, en fait, la dimension « oppositionnelle » commune à l'ensemble de la gauche radicale. Cet adjectif renvoie à la position *institutionnelle* de la gauche radicale, dans la plupart des cas, mais, surtout, à sa critique *idéologique* des régimes en place et des partis qui s'y partagent le pouvoir. A cet égard, parler de « populisme », même si Podemos reprend le terme à son compte dans un sens très particulier, apporte plus de confusion qu'autre chose. En tant que style politique, le populisme peut être utilisé par toutes sortes de partis, y compris de gouvernement. Quant aux points communs avec la droite radicale qui recueille souvent ce label, ils sont,

en fait, réduits : leurs doctrines et leurs sociologies respectives sont loin de se recouper.

LE DÉFI POSÉ À LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Nous venons de le souligner, la concurrence de la « nouvelle » gauche radicale reste pour l'instant réduite aux maillons les plus faibles du régime politique et monétaire de l'UE. Même à des niveaux plus modestes, la taille acquise par certains partis de gauche radicale peut, cependant, poser un problème *stratégique*. En Allemagne, par exemple, le SPD aurait eu par deux fois (en 2005 et 2013) l'occasion d'accéder à la chancellerie, en nouant une coalition avec les Verts et Die Linke, avec qui les différends se sont cependant révélés indépassables. Les choix d'une « grande coalition » avec la droite allemande se sont inscrits dans une tendance plus générale, pouvant cette fois-ci poser un problème *identitaire* à la social-démocratie. Par le passé, les alliances traversant l'opposition droite/gauche n'étaient pas rares, mais lui permettaient - avec les libéraux ou la démocratie chrétienne - de faire avancer son propre agenda - démocratisation des régimes, Etat social. Or, les alliances

droite/gauche contemporaines se font de plus en plus avec des partis et sur la base de politiques clairement ancrés dans le paradigme néolibéral et le « consensus de Bruxelles ».

D'un côté, les éventuels partenaires de droite disponibles pour la social-démocratie l'enferment dans la défense d'un *statu quo* qui participe de l'insatisfaction croissante de l'électorat à l'égard du club des partis de gouvernement⁹. D'un autre côté, la social-démocratie répugne à s'allier à des partis de gauche radicale, dont elle craint l'irresponsabilité, tandis qu'elle est elle-même incapable de définir une alternative à la gestion chaotique de la crise, depuis 2008¹⁰. La situation a tout pour désespérer les nostalgiques d'une « épopée » sociale-démocrate élargissant le champ du pouvoir populaire et restreignant les sphères sociales où prédomine le système marchand. Si l'on examine plus froidement les perspectives de la social-démocratie, en ce qui concerne le placement de ses candidats à des charges électives - c'est une des fonctions premières des partis -, la situation est

incertaine, mais loin d'être déplorable. Les cas d'effondrement partisan restent exceptionnels et plusieurs options existent pour rester dans le club des gouvernants, en fonction de la concurrence adverse et du mode de scrutin. Les deux scénarios-type sont, d'une part, celui d'une quête d'alliances à tout prix avec les partis « du centre » contre les partis oppositionnels de droite ou de gauche, la loyauté envers l'intégration européenne se révélant un critère essentiel de « respectabilité » ; d'autre part, celui d'une

Les éventuels partenaires de droite disponibles pour la social-démocratie l'enferment dans la défense d'un statu quo qui participe de l'insatisfaction croissante de l'électorat à l'égard du club des partis de gouvernement.

bipolarisation entre un bloc de centre-droit et un bloc de centre-gauche, auxquels devraient se subordonner les formations les plus petites, en espérant qu'aucun outsider ne devienne assez fort pour briser ce duopole, ni que le bloc

9. Pierre Martin, « Le déclin des partis de gouvernement en Europe », *Commentaire*, n° 143, 2013, pp. 542-554.

10. David Bailey, Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona, Mathieu Vieira (dir.), *European Social Democracy During the Global Economic Crisis*, Manchester University Press, 2014.



de gauche ne soit structurellement minoritaire.

Au final, les alternatives nouvelles et radicales à la gauche de la social-démocratie participent de la déstructuration lente et progressive des systèmes partisans, en Europe. Leur essor exprime la dégradation de la composante démocratique de nos régimes représentatifs. Face ce contexte différent de celui de l'essor du communisme ou de l'écologie politique,

la social-démocratie n'est plus le même acteur, non plus. Sa trajectoire l'a amenée d'une position de « contre-mouvement » à la société marchande à une position d'insider du club des partis de gouvernement. Elle en tire des ressources déclinantes, mais encore appréciables vis-à-vis de ses concurrents. Mais, elle y joue aussi un rôle de plus en plus difficile et ingrat, au regard de sa mission historique envers la primauté du politique sur les forces du marché¹¹.

11. Sheri Berman, *The Primacy of Politics: Social Democracy and the Making of Europe's Twentieth Century*, Cambridge University Press, 2006.